

## Nouvelles locales du mardi 22 juillet 2014

@rib News, 22/07/2014 ĩ Economie - Comme lâ€™TMont fait hier lâ€™TMOLUCOME et la PARCEM, lâ€™TMABUCO d'annonce la des impôts et taxes sur certains produits de première nécessité envisagée par le gouvernement dans la révision de la loi budgétaire 2014. Cette association trouve son tour la révision de ce projet de loi vient opprimer davantage la population qui se trouvait dans une pauvreté sans nom. Selon Noël Nkurunziza (photo), le président de cette association des consommateurs, ce projet ne touchera que le petit peuple qui n'a quasiment rien suite aux prix qui montent chaque fois.

Noël Nkurunziza estime que cela est d'autant plus alarmant que la situation était déjà catastrophique suite aux révisions qui n'ont pas été bonnes, la hausse du prix de l'essence qui vient juste d'être décidée il y a quelques jours faits qui sont de nature à rendre la vie plus difficile. Selon lui donc, le pays est considéré comme une famille où, si la pauvreté se déclare, c'est le chef de famille qui devrait serrer la ceinture le premier et estime qu'il est inconcevable que c'est la présidence de la République qui reverse la plus grande part de la somme. Ainsi, il demande aux députés de ne pas voter ce projet de loi. [bonesha/rtr/isanganiro] - Le ministre des finances estime de sa part que cette révision budgétaire ne va pas affecter la population puisqu'il n'y a pas comme telle une hausse des impôts et taxes. Le porte-parole de ce ministre fait savoir qu'il s'agit plutôt d'un allègement de fardeau pour les commerçants qui devaient payer une grosse somme à la fin de l'année. D'ailleurs Musharitse précise qu'ils vont cette fois-ci payer en tranches et échelonnées. Il ajoute aussi que ce sont les grandes sociétés qui vont être concernées par cette situation et que les petits commerçants de même que la population en général ne seront pas concernés puisqu'il n'y aura pas de hausse de prix. Pourtant, cette explication semble illogique. En effet, d'aucuns se demandent comment une hausse du budget de l'Etat peut ne pas affecter la population alors même que cette hausse contient des augmentations des taxes et impôts. Paradoxe. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - Le Comité National de Coordination des Aides (CNCA) vient de publier un rapport sur la situation de ces dernières années au Burundi. Selon ce rapport, leur taux est allé en diminuant depuis 3 ans de 2010 à 2013 passant ainsi de 117 à 67 millions de dollars américains soit un taux de 77%. Il mentionne que cela a été dû en grande partie au désistement de dernière minute des bailleurs du Burundi comme la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, le Fonds Monétaire International, l'Union Européenne, la France et la Norvège sont considérés comme des partenaires techniques et financiers fournissant un appui budgétaire et balance de paiement. Le CNCA trouve donc que le gouvernement a toujours promis que ces aides devaient arriver mais, cela n'a pas été le cas puisqu'il a fait sourde oreille aux conditions de ces bailleurs et regrette ainsi que les aides promises cette année ne sont que 6 millions seulement qui sont allés versés. Ainsi, le CNCA constate que le gouvernement doit restaurer la confiance de ces bailleurs en améliorant le système de gestion des finances publiques, le domaine politique, la passation des marchés publics, l'amélioration du climat politique et l'espace démocratique. Il trouve que cela qui lui permettra de soigner son image aux yeux de ses bailleurs et de consolider les acquis de la démocratie. Ce rapport conclut donc que suite à cette situation, les bailleurs qui restent présents au Burundi préfèrent appuyer les projets au lieu de faire des subventions directement dans les caisses de l'Etat. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]

ĩ Sécurité - Une personne a été appréhendée par des agents de l'OBR au marché de Ngozi alors qu'elle avait de 250 dynamites et leurs machines le matin de ce mardi alors qu'elle était à bord d'un véhicule de transport en commun de l'agence Memento se rendant à Bujumbura. Après avoir constaté que sa cargaison allait être découverte par la police, le suspect a tenté de s'enfuir, mais il a été vite attrapé et arrêté par la police. Saïdi Bakanibona a déclaré originaire de la zone Kamaramagambo de la commune Butihinda de la province Muyinga et qu'il se rendait dans la province de Cibitoke le matériel qu'il transportait devrait servir à faire sauter les mines. L'homme extrait de l'agence de police semble ne pas accepter cette version puisqu'elle affirme que cette pratique n'est pas du tout utilisée dans les opérations d'extraction de l'or à Cibitoke. Pour le moment, le suspect est retenu à la police judiciaire de Ngozi pour des enquêtes. [rtnb/isanganiro/bonesha/rpa] ĩ Sociétés - Alors que les rescapés du site des déplacés de Bugendana province Gitega fêtaient ce mardi le 18ème anniversaire de ce triste événement, ils trouvent que leur retour sur les collines d'origine est difficile dans l'état actuel des choses. En effet, ils affirment qu'ils n'ont pas de terres pour cultiver, ils ne récoltent pas puisque ceux qui sont restés sur les collines leur volent les récoltes. Les 680 familles de ce site trouvent donc aussi que leur sécurité n'est pas du tout garantie sur les collines et vivent dans des conditions critiques dans ce camp où même certaines maisons sont sur le point d'être détruites. Ils se lamentent tout de même du fait qu'ils sont déçus de tout projet de développement de la commune puisqu'ils n'ont reçu aucune aide et qu'ils n'ont même pas d'eau potable. Ainsi, ils demandent que ce site soit un village de paix où Hutu et Tutsi cohabiteraient afin que leur misère soit allégée. [bonesha] - Selon un député élu dans la circonscription de Gitega, ces déplacés vivent dans des conditions déplorable du moment que depuis qu'ils sont dans ce site et surtout depuis 2010. Bonaventure Niyoyankana affirme qu'en plus de leur misère quotidienne, ils sont persécutés par les autorités administratives de même que les Imbonerakure qui veulent les obliger à rentrer sur les collines d'origine. Il trouve par ailleurs qu'il n'y a pas de projet que ceux soient protégés contre leurs agresseurs. Il demande au gouvernement de leur rendre la justice. Il demande au gouvernement de leur rendre la justice. [bonesha] - L'AC GANOCIDE CIRIMOSO trouve que la CVR sera inutile tant qu'elle sera dépourvue de la justice. Les déclarations de cette association lors de la commémoration du 18ème anniversaire des massacres de Teza et de Bugendana. Selon le secrétaire général de cette association, les Hutus et les Tutsi du Burundi ne peuvent pas composer une commission crédible en cette matière puisqu'ils s'accusent mutuellement des maux qui ont endeuillé le pays. Tence Mushano estime que la mise en place de la CVR comme prévue par la loi promulguée par le président de la République ne vise qu'à occulter la vérité sur ce qui s'est passé au Burundi et affirme par là que nous sommes loin de la vérité. Il a profité de cette occasion pour demander la libération de Pierre Claver Mbonimpa et l'engagement des enquêtes pour savoir la vérité sur la probable distribution des armes aux Imbonerakure et aux probables

entraînements para militaires des jeunes burundais sur le sol congolais. [rpa]